

météorologique du ministère des Transports à Isachsen, à la base militaire américaine de Thule au Groenland et même à bord d'une plate-forme de forage au large des côtes de la Nouvelle-Écosse.

Les résultats furent encore plus concluants lors d'une période d'essai de trois mois par des prospecteurs pétroliers dans le delta du MacKenzie. A la suite de cette expérience, la PanArctic Oils Company décida d'ailleurs d'installer un prototype de la petite station AniKom à sa base de Rea Point, à 75 degrés de latitude Nord.

Vers la fin de 1974, Télésat a commandé 15 stations AniKom d'un fabricant canadien. La commercialisation de la station AniKom constitue pour le Canada une première dans le secteur de pointe que sont les communications par satellite.

### Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen a annoncé que la Délégation canadienne à la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui doit se tenir à Mexico sous les auspices des Nations Unies du 19 juin au 2 juillet 1975, sera dirigée par le député Coline Campbell, secrétaire parlementaire de M. Marc Lalonde, ministre chargé de la situation de la femme.

La délégation canadienne sera de neuf membres seulement. Ceci est conforme aux suggestions formulées par les Nations Unies et à l'importance des délégations des autres pays participants. La délégation comprendra quatre hauts fonctionnaires fédéraux, trois représentants provinciaux et un membre du Conseil consultatif de la situation de la femme.

Le ministre a déclaré également que les provinces seront consultées officiellement avant la mise au point de la position que prendra le Canada lors de cette conférence. Il y aura également une rencontre consultative avec des organisations non gouvernementales représentatives sur ce sujet.

M. MacEachen a annoncé en outre que le Canada versera, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international, une contribution de \$20,000 au Fonds de contributions volontaires pour l'Année internationale de

la femme; c'est à même ce fonds que les Nations Unies paieront tous les frais liés à cet événement, y compris le coût de la Conférence mondiale. L'apport canadien sera destiné spécialement à faciliter la participation des pays en voie de développement à la Conférence mondiale.

### Nouvel aéroport de Montréal - Mirabel

M. Jean Marchand, ministre des Transports a annoncé que le nouvel aéroport international de Montréal (Mirabel) sera officiellement inauguré le samedi, 4 octobre 1975. M. Marchand a aussi annoncé que les vols commerciaux internationaux réguliers emprunteront Mirabel à partir du 26 octobre 1975. A compter de cette date, 19 compagnies aériennes (nationales et étrangères) utiliseront les installations du plus grand aéroport du monde. Les fêtes d'inauguration dureront 4 jours. Ces fêtes qui s'échelonnent du 2 au 5 octobre, ont été planifiées pour permettre la participation des trois niveaux de gouvernement, de l'industrie de l'aviation de même que de l'ensemble de la population. Les installations qui seront inaugurées ont été conçues pour recevoir les vols du secteur international et les vols affrétés, transférés de Dorval. M. Marchand a fait remarquer que le 26 octobre date du transfert de Dorval à Mirabel du trafic international, coïncide avec le changement saisonnier des tarifs aériens (été-hiver).

### La Conférence de l'ONU sur la prévention du crime se tiendra à Toronto

Le Canada sera l'hôte du Cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention de la criminalité et le traitement des délinquants qui se tiendra à Toronto du 1er au 12 septembre et comptera jusqu'à 3,000 délégués venant de 132 pays, soit une participation deux fois plus importante que celle enregistrée lors du dernier congrès quinquennal à Kyoto, au Japon.

Les sujets à l'ordre du jour seront les suivants: évolution des formes et dimensions de la criminalité nationale et plurinationale; rôle du droit pénal, de la procédure judiciaire et des systèmes correctionnels dans la prévention de la criminalité; rôles nouveaux

de la police et des autres institutions chargées de faire respecter la loi, traitement des prisonniers, particulièrement en ce qui concerne l'application des règles minima adoptées par l'Organisation des Nations Unies; et conséquences économiques et sociales de la criminalité.

L'ordre du jour qui a été approuvé par le Secrétariat de l'Assemblée générale inclut également des visites d'institutions de prévention de la criminalité et de maisons de correction ainsi que la présentation de films et la tenue d'une exposition.

### Un Conseil pour la recherche agricole

L'orientation de la recherche agricole sera probablement influencée par un nouveau Comité formé de représentants du gouvernement, des universités et des producteurs.

Formé en avril dernier, le Conseil canadien de la recherche agricole s'est réuni récemment pour la première fois à Ottawa afin d'établir le programme de ses réunions trimestrielles.

"Comme principale source d'information, nous utiliserons un inventaire de toutes les recherches agricoles qui se font au Canada", a annoncé M. D.G. Peterson, secrétaire du Conseil et coordonnateur à la Direction de la recherche d'Agriculture Canada.

"Le Conseil, formé de 19 membres, préparera un aperçu général de toutes les recherches agricoles au Canada dans les secteurs publics, industriels et universitaires. Ses recommandations influenceront l'orientation de la recherche. Il étudiera les besoins de ce secteur et recommandera les domaines qui feront l'objet de nouvelles recherches. En outre, il fera des suggestions sur l'affectation des fonds pour les activités de la recherche."

Parmi les membres du Conseil on compte des représentants des ministères et organismes suivants: Agriculture Canada, ministère d'État aux Sciences et à la Technologie, Conseil national de recherches, Institut agricole canadien, Association des écoles de médecine vétérinaire du Canada, Chambre de commerce du Canada, comités de coordination des services agricoles provinciaux et régionaux, Association canadienne des médecins vétérinaires, des représentants des producteurs et des doyens des facultés d'agriculture.